



Les pays de l'UE donnent leur feu vert à l'accord de libre-échange UE-Mercosur : les paysan·ne·s ignoré·e·s, la démocratie mise à l'écart

La Coordination européenne Via Campesina (ECVC) condamne fermement la décision d'une majorité d'États membres de l'UE d'ouvrir la voie à l'accord de libre-échange UE-Mercosur, malgré l'opposition généralisée des paysan·ne·s de toute l'Europe et de l'Amérique du Sud.

Cet accord, négocié à huis clos et dans des locaux obsolètes, donne la priorité aux intérêts de l'agro-industrie plutôt qu'aux moyens de subsistance des paysan·ne·s et des travailleur·euse·s agricoles. En supprimant les droits de douane sur plus de 90% des produits, l'accord intensifiera la concurrence déloyale, exposant les paysan·ne·s européen·ne·s à des importations de produits qui ont suivi des normes sociales, environnementales et sanitaires qui ne sont pas équivalentes dans la pratique et souvent impossibles à contrôler efficacement.

En outre, des sources internes indiquent que les États membres de l'UE ont décidé de ne pas attendre le feu vert du Parlement européen avant d'autoriser la Commission à mettre en œuvre l'accord. La **signature de l'accord par le Conseil sans un véritable consensus affaiblit l'UE**.

Nos membres descendent maintenant dans la rue dans différents pays et le feront également dans les prochains jours. ECVC dénonce la répression à laquelle sont confronté·e·s les paysan·ne·s protestataires, y compris les arrestations et les violences policières signalées lors des mobilisations dans des pays comme la France. **La criminalisation de ceux qui revendiquent des prix équitables, la souveraineté alimentaire et des moyens de subsistance ruraux viables est inacceptable** et met en évidence la déconnexion croissante entre les institutions de l'UE et les réalités sur le terrain.

Les allégations selon lesquelles l'accord prévoit une « forte réciprocité » ou peut être compensé par des contrôles nationaux plus stricts sont dangereusement trompeuses. Au sein d'un marché unique, les mesures prises au niveau national sont fuitives, car les importations passeront inévitablement par des ports soumis à des contrôles plus faibles. En outre, de nombreuses normes de production ne peuvent pas être vérifiées de manière significative à la frontière en raison des spécificités des systèmes de production agricole.

ECVC est aux côtés de tous·tes les paysan·ne·s qui se mobilisent contre cet accord, en Europe et dans les pays du Mercosur, qui seront confrontés à une concentration accrue des terres, à la dégradation de l'environnement et à la pression sur les systèmes alimentaires locaux. **En temps de crise, l'UE devrait donner la priorité à la souveraineté alimentaire et promouvoir une agriculture socialement responsable, avec davantage d'payan·ne·s, en s'orientant vers un modèle durable et résilient, plutôt que d'imposer un accord de libre-échange obsolète.**

ECVC appelle le Parlement européen à voter contre l'accord commercial et à pousser la Commission européenne à réformer radicalement sa politique commerciale.

Contacts

- Morgan Ody - Comité de coordination ECVC - +33 626 97 76 43 - EN, FR
- Andoni García Arriola – Comité de coordination ECVC – +34 636451569 – ES, EUS
- Service de presse ECVC – press@eurovia.org